

Manifestation contre le régime de Robert Mugabe devant l'ambassade du Zimbabwe à Londres, le 12 août 2008



CONTRIBUTIONS EXTÉRIEURES

Décembre 2018

Publiée originellement sur la Revue des transitions



Afrique du Sud et Zimbabwe, enfin la catharsis ?

Par Benoît Barral

L'Afrique Australe a deux particularités, celle d'avoir été relativement épargnée par les coups d'État (Chuter & Gaub, 2016 ; McGowan, 2003), et celle d'avoir abrité en son sein un colonialisme de peuplement et des pouvoirs basés sur la ségrégation raciale (Les Presses de l'Unesco, 1975).

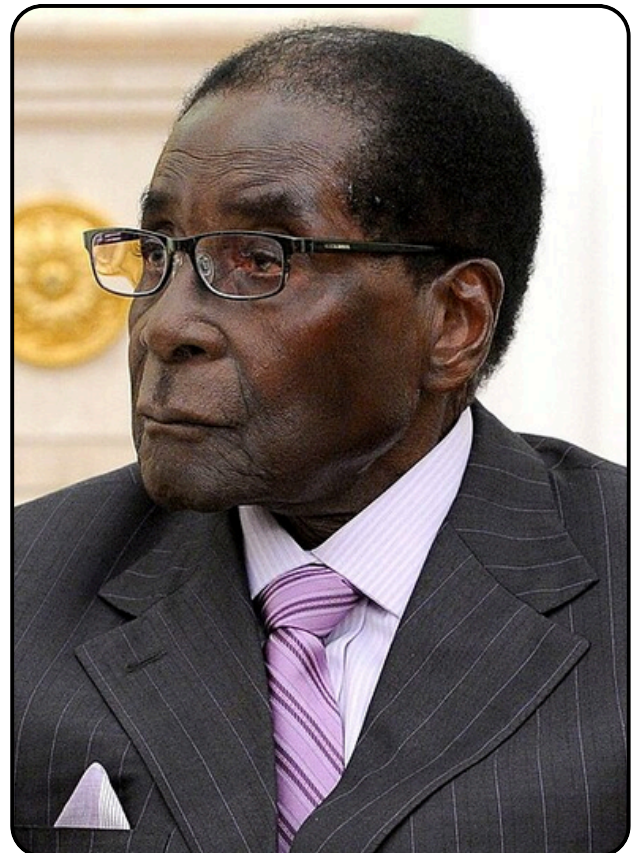
Le traumatisme induit est particulièrement prégnant en Afrique du Sud et au Zimbabwe, et il convient dans une perspective de politique comparée de distinguer ces deux pays du reste du continent, précisément à cause des traces laissées dans les esprits par l'expérience prolongée de l'apartheid, un colonialisme exacerbé.

Une absence de réconciliation réelle dans ces deux pays, comme de pression organisée de la part de sociétés civiles traumatisées par des années de répression brutale, ont gelé des situations dans lesquelles des élites politico-économiques ont gouverné sans considération d'intérêt public ; ce ne sont que des événements circonstanciels (bien que prévisibles), indépendants d'une volonté populaire (déclin physique de Robert Mugabe, procès pour corruption de Jacob Zuma) qui ont précipité des changements.

A première vue cosmétique et de façade car permettant essentiellement à une même classe politico-économique de survivre, le changement à la tête de l'État pourrait s'avérer in fine porteur de changements structurels : sans préjuger de leur éthique, dans les deux cas les nouveaux dirigeants (Emmerson Mnangagwa et Cyril Ramaphosa) sont conscients que leur société est au bord de la rupture (les indices ne manquent pas : mouvement étudiant en Afrique du

Sud, grèves meurtrières culminant à Marikana, émeutes xénophobes si peu « *rainbow nation* », émeutes électorales meurtrières au Zimbabwe) : ils savent que les vieilles recettes de gouvernance ne sauraient être pérennes sans tenir compte des changements sociologiques récents et en cours.

Robert Mugabe avait déjà sombré depuis plusieurs décennies dans le grotesque de l'Ubu africain et Zuma était une caricature de lui-même, ses outrances ne rendaient plus que très peu de Zulus fiers de leur représentant (scandales sexuels et financiers).



Robert Mugabe, ancien président du Zimbabwe et président de l'Union africaine, 2015

Au Zimbabwe, la confiscation des terres des Blancs sans véritable redistribution ni même collectivisation a été aussi inefficace du point de vue de la justice que de celui de la production agricole nationale : ces terres ont en effet été léguées à des fidèles de Mugabe sans compétence ni appétence pour ce métier laborieux et considéré comme peu glorieux qu'est l'agriculture (Gumede, 2018). Avec comme conséquence directe le *passage de pays exportateur à pays importateur de céréales*, l'usage de la planche à billet pour compenser l'absence de rentrée de devise, une inflation à la vénézuélienne, et le début d'un cercle vicieux avec les sanctions internationales, l'éloignement des investisseurs, etc.

Jusqu'en 2004 au moins l'aveuglement des peuples des pays limitrophes pardonnait tout à Mugabe qui était encore vu comme un héros de la libération, et que l'auteur de cette note a vu acclamé dans le stade de Blantyre lors de la cérémonie d'intronisation du nouveau Président malawien, Bingu Wa Mutharika, lui volant d'ailleurs la vedette. Aveuglement aussi -ou plus sûrement hypocrisie- de ses pairs chefs d'État de la SADC (à l'exception notable du Botswana), qui devaient tenir compte de sa popularité régionale en posant à ses côtés, tout en distribuant en sous-main des baux fonciers aux fermiers blancs expulsés du Zimbabwe.

Apparemment Mugabe s'est cru assez populaire et pensait donc tenir suffisamment le pays pour passer le pouvoir à sa femme ; en fait la structure du pouvoir était rongée de manière invisible, comme par des termites, il fallait juste un petit choc pour l'ébranler définitivement, et c'est la fragilité physique de Mugabe qui a ouvert une

fenêtre d'opportunité (comme d'ailleurs chez le voisin angolais, cf infra) : tous les seconds couteaux qui avaient très patiemment attendu sa mort n'ont pas supporté de se faire coiffer au poteau par une femme, qui plus est de 20 ans de moins qu'eux.

Ils se sont décidés à balayer un héros national encombrant qui ne se décidait pas à mourir et qui voulait leur jouer un dernier tour après avoir fait durer le viager.

Les observateurs ont fait semblant de voir un changement de régime dans ce qui paraît n'être en fait qu'une révolution de palais : un cacique responsable des *massacres* dans le Matabeleland entre 1983 et 1987 a fait avaliser le changement, se faisant adouber lors d'une élection présidentielle suivie d'émeutes meurtrières. Tout ce processus s'est déroulé au-dessus de la tête du peuple, comme de l'opposition (très mal) organisée.

Ceci étant dit, il est trop tôt pour juger la direction que va prendre le régime. L'évolution économique notamment, c'est encore le plus important pour les peuples, qui se contenteraient d'un monarque éclairé si cela leur permettait de sortir de l'incertitude engendrée par la précarité. A noter quand même que Mugabe est honteusement nourri et (bien) logé, et qu'il continue à pousser le grotesque jusqu'au bout.

Les conséquences de l'échec zimbabwéen se sont fait ressentir jusqu'en Afrique du Sud, car cela a discrédité les redistributions de terres, alors que dans l'absolu elles auraient pu être gérées intelligemment, progressivement, avec accompagne-

-ment et compensation. Le problème est in fine que l'échec de la redistribution au Zimbabwe l'a disqualifié chez son voisin sud-africain, confortant ainsi la ligne de Mandela et son choix de ne toucher que très peu aux (dés)équilibres économiques à partir de 1995, après la passation du pouvoir politique.

Sauf que les moins de 25 ans, n'ayant pas connu l'apartheid, sont moins enclins à glorifier l'héritage de Madiba et à se contenter de liberté et d'égalité théorique. Or ils représentent près de la moitié de la population, les plus dynamiques, les plus impatientes, et qui ont des raisons objectives de l'être : les inégalités dans le pays sont criantes, ghettos dorés (*gated communities*) contre townships, comme au Brésil ou aux États-Unis, avec comme corolaire une violence structurelle qui en fait un État en quasi guerre civile.

Leurs demandes pressantes couplées à l'incurie de Zuma ont fragilisé l'ANC, ouvrant un boulevard pour les bérêts rouges de Julius Malema; or l'accession potentielle au pouvoir de ce dernier inquiète autant une partie de la société civile sud-africaine (risque de violence) que les investisseurs internationaux, dont le pays a besoin s'il veut briser le cercle pauvreté/frustration/violence.

Raison pour laquelle là encore (à l'instar de Emmerson Mnangagwa à Harare) un cacique du régime (Cyril Ramaphosa) a *hijacké* le système de l'intérieur, un peu pour en assurer la survie contre les excès zumesques qui le tiraient vers le fond, un peu pour son profit personnel.

En Afrique du Sud comme au Zimbabwe, l'abandon par l'État de ses



Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud, lors de la séance plénière d'ouverture sur l'Afrique et la nouvelle économie mondiale au Forum économique mondial sur l'Afrique 2009 au Cap, Afrique du Sud, 10 juin 2009.

responsabilités (santé, sécurité, éducation) et l'accroissement des situations d'extrême pauvreté d'une part et d'inégalité d'autre part ont rendu réels à moyen terme les risques d'explosion sociale, en tout cas en zone urbaine.

Les changements récents relèvent d'un réflexe de survie d'une classe dirigeante sous pression, couplé certes à des luttes de palais pour la succession du chef.

BIBLIOGRAPHIE

- Chuter, D., & Gaub, F. (2016). *Understanding African armies*. Institut d'études de sécurité de l'UE .
- Gumede, W. (2018, Octobre 14). *Lessons from Zimbabwe's failed land reforms* . Récupéré sur news24: <https://www.news24.com/Columnists/GuestColumn/lessons-from-zimbabwes-failed-land-reforms-20181014>
- Les Presses de l'Unesco. (1975). *Le racisme et l'apartheid en Afrique australe* . Paris .
- McGowan, P. (2003). African Military coups d'état, 1956-2001: Frequency, Trends and Distribution. *The Journal of Modern African Studies*, 339-370.